



RESULTATS ANNUELS 2016 : 124,7 MILLIARDS D'EUROS DE DETTE AMORTIS A LA FIN DE 2016

« UN OUTIL DECISIF DANS LA MAITRISE PAR LA FRANCE DE SA DETTE PUBLIQUE »

« En 2016, la CADES a une nouvelle fois démontré qu'elle était un outil décisif dans la maîtrise de la dette publique française. Forts de l'efficacité de nos mécanismes de financement et d'amortissement, nous sommes fiers d'avoir participé au désendettement du pays à hauteur de 7 points de PIB au total, soit près de 125 milliards définitivement amortis en 20 ans. Si la Sécurité Sociale se porte mieux, il reste encore 136 milliards de dette sociale déjà transférée à la CADES à amortir. Nous restons mobilisés, comme nous l'avons toujours été, pour poursuivre avec force la mission que nous a confiée le Parlement Français », **a déclaré à cette occasion Patrice Ract Madoux, Président du Conseil d'Administration de la CADES.**

Le Conseil d'administration de la CADES s'est réuni le 29 mars sous la présidence de M. Patrice Ract Madoux et a arrêté les comptes de l'exercice 2016. Ces comptes sont soumis à l'approbation des Ministres chargés de l'Economie, des Finances et des Affaires Sociales. Ils seront présentés prochainement au Comité de Surveillance.

Éléments significatifs du résultat

Au 31 décembre, en milliards d'€	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Produit net de la ressource	16,75	16,4
Charges	2,3	2,9
Résultat	14,4	13,5

Les ressources de la CADES s'établissent à 16,8 milliards d'euros, répartis comme suit :

- CRDS ⁽¹⁾ : 7,0 milliards d'euros
- CSG ⁽¹⁾ : 7,7 milliards d'euros
- Versement du FRR ⁽¹⁾ : 2,1 milliards d'euros

Le montant net des intérêts versés aux investisseurs est de 2,3 milliards d'euros.

Le résultat de 14,4 milliards d'euros, dont l'affectation est mécaniquement dédiée à l'amortissement de la dette sociale, permet à la CADES de poursuivre la mission que lui a confiée le Parlement français.

Après une reprise de dettes de 23,6 milliards en 2016, au 31 décembre 2016, sur les 260,5 milliards d'euros de dette sociale repris depuis 1996, 124,7 milliards d'euros ont déjà été amortis. Il reste 135,8 milliards d'euros de dette à amortir.

**Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux États-Unis ou distribuer,
directement ou indirectement, à des ressortissants des États-Unis**

Au 1^{er} trimestre 2017, la CADES a déjà émis 6,1 milliards d'euros d'emprunts à moyen et long-terme.

Depuis le début de l'année, la CADES a réalisé dans d'excellentes conditions de financement les deux-tiers de son programme pour 2017.

Ainsi, la CADES a levé 6,1 milliards d'euros de dettes à moyen et long-terme sur les marchés des capitaux. Le taux de refinancement sur le portefeuille de dettes de la CADES s'établissait au 28 février à 1,65%.

Les montants levés au 1^{er} trimestre se décomposent de la manière suivante :

- un emprunt de référence de 4,0 milliards d'euros à 5 ans ;
- un emprunt de référence de 2,25 milliards de dollars américains (2,1 milliards d'euros), de maturité 3 ans.

« L'INTERET DES INVESTISSEURS POUR LES EMPRUNTS DE LA CADES NE SE DEMENT PAS »

« Depuis le début de l'année, l'intérêt des investisseurs pour les emprunts de la CADES ne se dément pas. Chaque opération mobilise de nombreux investisseurs d'Europe, d'Amérique et d'Asie qui souscrivent largement à nos emprunts. Les investisseurs apprécient particulièrement, outre la qualité de la signature française, la gamme d'instruments financiers que nous leur proposons en diverses devises et maturités », a ajouté Patrice Ract Madoux, Président du Conseil d'Administration de la CADES.

(1) CRDS : Contribution au Remboursement de la Dette Sociale – CSG : Contribution Sociale Généralisée – FRR : Fonds de Réserve des Retraites

Toutes les informations concernant la CADES et ses émissions sont disponibles sur www.cades.fr .

**CADES
REMBOURSER LA DETTE – ASSURER LE FUTUR**



Patrice Ract Madoux
Président du Conseil d'Administration
01 55 78 58 03
patrice.ract-madoux@cades.fr

Relations presse
Isabelle Dray
01 56 88 11 29
idray@actifin.fr



Relations investisseurs
Alexandre Commerot
01 56 88 11 11
acommerot@actifin.fr

Les présents documents écrits ne doivent pas être diffusés aux États-Unis. Les informations contenues dans les présentes ne constituent pas une offre de valeurs mobilières à vendre aux États-Unis.

Les présents documents ne doivent pas être diffusés, directement ou indirectement, aux États-Unis (y compris dans leurs territoires et possessions, un quelconque État des États-Unis et le District de Colombie). Les présents documents ne constituent pas ni ne font partie d'une offre ou d'une sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux États-Unis. Les Billets auxquels il est fait référence dans les présentes n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la Loi états-unienne de 1933 sur les valeurs mobilières, telle que modifiée (la « Securities Act »), et ne peuvent être proposés ou vendus aux États-Unis ou à des ressortissants des États-Unis à moins d'être inscrits en vertu de la Securities Act ou d'une exemption des obligations d'inscription de la Securities Act. Aucune offre publique de titres ne sera faite aux États-Unis.